

# Dewael : « Le VLD sera partout ou nulle part ! »

**NÉGOCIATIONS** Le président de la Chambre repositionne son parti dans les négociations



► Patrick Dewael est clair : pas question que le VLD monte au fédéral sans intégrer le gouvernement flamand, où CD&V et N-VA ne veulent pas de lui.

► Les oreilles de l'informateur, Charles Michel, reconduit jusqu'au 14 juillet, doivent siffler.

► L'exigence complique le jeu en vue d'une « kamikaze » N-VA/CD&V/MR/VLD.

**I**l a succédé lundi (provisoirement, le temps des négociations fédérales) à André Flahaut à la présidence de la Chambre, élu au second tour de scrutin, grâce aux voix libérales, socialistes et écologistes, face à Sigfried Bracke, candidat N-VA soutenu par le CD&V. Aujourd'hui, Patrick Dewael repositionne le VLD sur l'échiquier politique. L'informateur, Charles Michel, reconduit jusqu'au 14 juillet (ci-contre), prendra note. Voici...

**Quelles leçons tirer du vote à la Chambre lundi ? Le hiatus VLD/N-VA ? Le rapprochement avec les socialistes ?...**

*Rien de cela. Ma candidature a été le résultat d'une réflexion partagée au sein de la famille libérale : on constatait que l'on avait, d'un côté, Sigfried Bracke, candidat de la majorité N-VA/CD&V en train de se former côté flamand, et, de l'autre, André Flahaut, soutenu par le PS, le CDH et le FDF, c'est-à-dire la majorité qui se constitue au sud du pays... Bon sang, la Chambre, c'est une assemblée fédérale, il fallait une logique fédérale ! Un libéral était tout indiqué.*

**Le retrait de sa candidature par André Flahaut, après le premier tour, a permis de revenir à cette « logique fédérale ».**

*C'est un fait. J'ai noté qu'il voulait éviter à tout prix qu'un représentant de la N-VA ne le remplace au perchoir.*

**Il fallait empêcher qu'un séparatiste accède à cette haute charge institutionnelle. Vous partagez ?**

*Pas de commentaire. L'important, je l'ai dit, c'est la logique fédérale. On l'a vu à la Chambre lundi : si on met la réalité politique régionale francophone face à la réalité politique régionale flamande, on n'arrive à rien, ce sera toujours la confrontation, le choc... Il faut raisonner autrement, de façon fédérale. C'est, d'ailleurs, une des raisons pour lesquelles le VLD est favorable à une circonscription électorale fédérale, où, enfin !, une classe politique prendrait ses responsabilités pour le pays entier.*

**Vous croyez encore à ce genre de chose ?**

*Oui. Comme la plupart de nos concitoyens. Toujours dans cette logique, mon parti a adopté ce point de vue et va s'y tenir : il faut, il fallait essayer d'avoir les mêmes coalitions partout. Or, vous le savez, à un moment donné, les francophones ont conclu à Namur et à Bruxelles, et 24 heures après, CD&V et*

*N-VA ont répliqué en Flandre, et depuis ce moment-là, on est dans l'immobilisme au fédéral. Je sais que Paul Magnette dit que c'est parfaitement possible d'avoir des coalitions différentes, mais moi, je dis que dans un pays comme le nôtre, avec un fédéralisme "sui generis", sans hiérarchie des normes comme c'est le cas en Allemagne (où, par exemple, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre l'exercice budgétaire européen, le gouvernement central peut imposer ses engagements aux Länder), qui nous oblige à négocier en permanence avec les entités fédérées, c'est très difficile. C'est très difficile si on n'a pas les mêmes types de gouvernements au fédéral et dans les Régions.*

**Le VLD veut donc être présent à tous les niveaux de pouvoir.**

*Le programme du VLD est un et indivisible. On ne va pas prendre nos responsabilités au fédéral sur les plans budgétaire, fiscal, sur la sécurité sociale, etc. et,*

*d'autre part, être dans l'opposition en Flandre, cela contre des partis qui, peut-être, seraient des partenaires au fédéral... Vous voyez ? Allez ! Le mercredi, au parlement flamand, on fait une forte opposition, et le jeudi, à la Chambre, on joue avec la majorité, composée du ou des mêmes partis ! On l'a fait par le passé, mais ce n'est plus envisageable. Pour des raisons de contenu, de programme, de cohérence, le VLD sera partout ou nulle part. Ce n'est pas du tout une affaire de pouvoir ou de ministres, croyez-moi.*

**Vous bloquez ainsi la possibilité de lancer une « kamikaze » N-VA/CD&V/VLD/MR au fédéral, puisque le CD&V ne veut pas rouvrir le jeu en Flandre...**

*Je suis président de la Chambre, je n'en dirai pas plus, mais ma présidente l'a expliqué à Charles Michel, croyez-moi : ce sera partout ou nulle part. A part ça, c'est facile de dire que le VLD complique les choses : je vous rappelle que nous ne sommes invités à aucune table de discussions à l'heure actuelle !*

**Au fait : l'idée, qui circule, d'un « appui extérieur » au gouvernement fédéral, où vous ne figurerez pas...**

*Jamais entendu. Folie.*

**Soyons clairs : ce pays peut-il fonctionner avec une N-VA aussi puissante au milieu du jeu ?**

*Comme président de la Chambre, je ne ferai aucun commentaire.*

**Comme président de la Chambre alors : en l'absence prolongée d'un gouvernement fédéral, des majorités pourraient se constituer au Parlement sur telle ou telle proposition de loi ?**

*A partir du mois de septembre, il faudra que nos commissions reprennent, et le Parlement pourra, devra fonctionner, légiférer s'il le faut. Et alors, oui, comme ce fut le cas en 2010 sur l'immigration ou l'asile, nous pourrions avancer. Mais je précise que ce n'est pas mon vœu. Je souhaite que ma fonction soit la plus temporaire possible et qu'un gouvernement soit formé rapidement, mais... ■*

Propos recueillis par  
DAVID COPPI

**DANS L'AVION****Elio Di Rupo  
crosse les patrons**

Pendant que le Roi chargeait vendredi Charles Michel de (à sa demande) « poursuivre ses travaux et de lui faire rapport le 14 juillet », Elio Di Rupo, en vol pour Brasília et le match Belgique-Argentine, distillait quelques commentaires dans l'avion.

Un : il n'y a pas le moindre espace pour l'ouverture des discussions au MR, en Wallonie et à Bruxelles. Rappel : le

MR n'entend pas évoluer au fédéral sans intégrer les majorités régionales.

Sur la mission de Charles Michel : « *Oui, nous avons des contacts avec l'informateur. Il est trop tôt pour voir clair sur les contours d'une coalition.* » Le PS n'est pas écarté du jeu fédéral ? « *Le PS est toujours en réflexion, vous savez ça. Et nous avons pris nos responsabilités. Regardez où en est le pays ! Nous sommes dans le peloton de tête des pays européens. Bien sûr il y a des problèmes qu'il faut gérer. Mais quand on voit la situation in*

*globo... »*

Le socialiste n'épargne pas les patrons qui militent en faveur d'une coalition ancrée à droite : « *Peut-être ont-ils envie de se présenter aux prochaines élections ?* », ironise-t-il. Ajoutant, suave : « *Ils auraient alors une légitimité démocratique... Qu'ils défendent les intérêts des patrons, c'est bien normal. Mais je vous dis, peut-être aura-t-on des surprises au prochain scrutin, et il y aura des patrons sur les listes. Ce serait intéressant sociologiquement.* »

VÉRONIQUE LAMQUIN,  
ENVOYÉE SPÉCIALE